

Service prévention des risques anthropiques  
14 Rue du Bataillon de Marche 24  
67200 Strasbourg

Strasbourg, le 28/07/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/07/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **MDPA (anciennement STOCAMINE)**

Avenue JOSEPH ELSE  
68310 Wittelsheim

Code AIOT : 0006702296

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/07/2025 dans l'établissement MDPa (anciennement STOCAMINE) implanté Avenue JOSEPH ELSE 68310 Wittelsheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MDPa (anciennement STOCAMINE)
- Avenue JOSEPH ELSE 68310 Wittelsheim
- Code AIOT : 0006702296
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site Stocamine est un stockage de déchets dangereux réalisé dans une couche de sel, au sein d'une ancienne mine de potasse, en cours de fermeture.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Stratégie de défense incendie

#### **2) Constats**

## 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

En complément des points de contrôle, l'inspection a permis de vérifier les dispositions mises en place pour gérer les risques au fond et la connaissance des intervenants du système d'alerte et des règles de mise à l'abri.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Prévention	Arrêté Préfectoral du	Demande de justificatif à	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	des risques	28/09/2023, article 9.6.6.2	l'exploitant	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Gestion de l'installation	Arrêté Préfectoral du 28/09/2023, article 2.1.2	Sans objet
2	Gestion de l'installation	Arrêté Préfectoral du 28/09/2023, article 2.1.5	Sans objet
3	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 28/09/2023, article 9.6.2	Sans objet
5	Entreposage des déchets de chantier au fond	Arrêté Préfectoral du 28/09/2023, article 7.1.3	Sans objet
6	Travaux de confinement au fond	Arrêté Préfectoral du 28/09/2023, article 10.1.2	Sans objet
7	Travaux de confinement au fond	Arrêté Préfectoral du 28/09/2023, article 10.1.4.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les travaux de confinement se poursuivent désormais à un rythme régulier. La mise en oeuvre des techniques pour la réalisation des barrages est consolidée.

Malgré un nombre important d'intervenants extérieurs, l'exploitant met en oeuvre les mesures nécessaires pour s'assurer de la connaissance de chacun des risques présentés au fond, des mesures de maîtrise de risques et des moyens d'intervention et de secours.

L'exploitant a de plus renforcé les moyens d'intervention au niveau des chantiers et sur les matériels présentant le plus de risques.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Gestion de l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/09/2023, article 2.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, consignes
<b>Prescription contrôlée :</b> Consignes : Les MDPA établissent notamment des consignes qui indiquent : <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'obligation du « permis d'intervention » pour les parties concernées de l'installation ;</li> <li>• l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;</li> <li>• l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;</li> <li>• les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation,</li> </ul>

<p>climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;</li> <li>• la modalité de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</li> <li>• les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 4.2.5 ;</li> <li>• la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc., ;</li> <li>• l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La consigne sur la conduite à tenir en cas d'incendie au jour ou au fond et précisant les conditions et les modalités en cas d'évacuation a été consultée. Elle n'appelle pas d'observations</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Gestion de l'installation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/09/2023, article 2.1.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, formation du personnel</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Formation du personnel :</p> <p>Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.</p> <p>Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance des personnels et assurer son maintien.</p> <p>Cette formation comporte notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques et opérations mises en œuvre,</li> <li>• les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes,</li> <li>• des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité,</li> <li>• un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis à vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a produit la note définissant les connaissances nécessaires à la prise de poste. Y figurent les formations sur les risques présentés par l'installation, les alertes et dispositifs de contrôles, les interdictions prévues par les consignes, les conduites à tenir en cas d'incident. Les formations et contrôles des connaissances sont réalisés et tracés.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 3 : Prévention des risques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/09/2023, article 9.6.2</p>
---

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, moyens d'intervention et organisation des secours
<b>Prescription contrôlée :</b> Entretien des moyens d'intervention : Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Les MDPA fixent les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  Les équipements d'interventions au fond sont repérés, visibles et accessibles. L'inspection a pu sur chaque chantier visité, observé le bon état et la date de contrôle valide des dispositifs d'intervention en cas d'incendie
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Prévention des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/09/2023, article 9.6.6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens d'interventions et organisation des secours
<b>Prescription contrôlée :</b> Installations au fond : La défense incendie des installations du fond est assurée par <ul style="list-style-type: none"> <li>• Des prises d'eau régulièrement réparties, munies de raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours. Le bon fonctionnement de ces prises d'eau est périodiquement contrôlé. Chaque prise d'eau est associée à un ensemble de 3 tuyaux (60 m au total) de 45 mm de diamètre et d'une lance à débit fixe de 250l/min avec raccords normalisés ;</li> <li>• Un véhicule incendie dont l'équipement a été défini conjointement avec le service d'incendie et de secours. Le matériel est maintenu en état de fonctionnement par les MDPA, la liste en est tenue à jour ;</li> <li>• Des extincteurs à poudre en quantité et capacité suffisante sur les engins du fond suivant le type et la puissance de l'engin ;</li> <li>• Des extincteurs à poudre en quantité et capacité suffisante au niveau des stations électriques ;</li> <li>• Des extincteurs à poudre de 50 kg aux deux recettes de fond, au garage.</li> </ul> Un véhicule ambulance est disponible au fond pour le secours à personne.
<b>Constats :</b>  Sur le circuit parcouru lors de l'inspection (barrage 6, barrage 3, remblayage des galeries d'accès aux barrages 1 et 2, voie de stockage Vam AJF, station gasoil, Vam ESL), il a été constaté la présence de prises d'eau régulières avec raccords normalisés associés à une caisse comprenant les tuyaux et la lance. Ces dispositifs sont en cours de remplacement par des RIA tous les 30 m au niveau des zones de chantiers Les engins présents sur les chantiers visité sont pourvus d'extincteurs AB de 6 kg dont le contrôle est à jour. Les chargeurs viennent d'être équipés d'un dispositif d'auto extinction. L'ambulance pour les secours à personne au fond vient d'être renouvelé. Les débits disponibles au poteau à incendie sont contrôlés tous les 6 mois. Ce contrôle n'est pas encore mis en place pour les RIA.

La protection de la station gasoil inspectée précédemment a été complétée par un dispositif d'extinction automatique par poudre
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant justifiera : <ul style="list-style-type: none"> <li>- de la mise en place de contrôle périodique des débits ainsi qu'après modification importante du réseau du fait du repli de la mine</li> <li>- du contrôle initial du débit disponible sur les RIA</li> <li>- de la mise en place de contrôles périodiques des débits aux RIA et après modification importante du réseau.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 5 : Entreposage des déchets de chantier au fond

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/09/2023, article 71.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, gestion des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Conception et exploitation des installations d'entreposage internes de transit des déchets : Les déchets et résidus produits notamment durant les travaux de confinement entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. En particulier, en surface les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.
<b>Constats :</b>  Lors de l'inspection du 17/12/2024, il avait été relevé une gestion défailante des déchets issus des travaux de confinement au fond. L'inspection a pu vérifier la mise en place de zone de stockage de déchets identifiées au fond, permettant une séparation et une élimination dans des filières spécifiques
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Travaux de confinement au fond

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/09/2023, article 10.1.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Confinement
<b>Prescription contrôlée :</b> Remblayage des galeries vides à l'intérieur du stockage : Les MDPA mettent en œuvre le remblayage des galeries vides. Celui-ci concerne les blocs de stockage vides ou partiellement remplis ainsi que les voies d'accès à ces blocs dans le périmètre à confiner.
<b>Constats :</b>

Les travaux de remblayage des galeries Vam RAT 2 et RAS 2 (vers le barrage 1) et AQ2 (vers le barrage 2) sont en cours de réalisation avec les modalités prévues par le dossier de demande d'autorisation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Travaux de confinement au fond**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/09/2023, article 10.1.4.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Barrières de confinement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Conception des barrières de confinement :</p> <p>Les principes suivants sont appliqués :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• au droit des barrières de confinement, les galeries sont recalibrées pour s'ancrer dans le massif le plus sain possible. Les barrières résistent à la fois à la pression de la saumure et aux contraintes de convergence, elles diffèrent l'arrivée de la saumure dans le stockage,</li> <li>• les barrières sont dimensionnées et réalisées conformément aux préconisations de l'étude ER-COSPLAN 2019 « Concept technique de scellement des galeries d'accès du site de stockage souterrain de déchets StocaMine et de mise en place de matériau de remblayage dans certaines zones du site de stockage » jointe en annexe [B27] du dossier de demande d'autorisation.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le barrage 6 est en cours de réalisation. La phase de creusement de la surexcavation est en voie de finalisation. Les forations (trous de gaz notamment) dans la zone du barrage ont été traitées pour assurer l'absence d'altération majeure du massif.</p> <p>Concernant le barrage 3 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La phase a est terminée</li> <li>• Pour la phase b, la partie en béton projeté et l'interface bitumineuse sont réalisées. Il a pu être constaté un traitement de tous les trous de boulonnage afin d'améliorer les caractéristiques du massif d'ancrage.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite